

# L'Humanité

DÉPÔT LÉGAL  
N<sup>o</sup> 1011  
1911

HUITIÈME ANNÉE. — N<sup>o</sup> 2781.

JOURNAL SOCIALISTE QUOTIDIEN

MARDI 28 NOVEMBRE 1911.

5 C.

RÉDACTION & ADMINISTRATION  
16, Rue du Croissant, Paris (2<sup>e</sup>)  
TÉLÉPHONE: 102-69  
PUBLI-CITÉ: 440, Rue Réaumur — Téléphone: 225-10  
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

Directeur Politique:

JEAN JAURÈS

ABONNEMENTS  
Paris, Seine et Seine-et-Oise  
Un An... 18 fr. 24 fr. 34 fr.  
Six Mois... 9 fr. 10 fr. 16 fr. 50  
Trois Mois... 4 fr. 50 5 fr. 25 9 fr.  
Un Mois... 1 fr. 60 4 fr. 75  
Les Abonnements sont reçus SANS FRAIS dans tous les Bureaux de Poste.

5 C.

Le Numéro

## UN DEUIL SOCIALISTE

### LA DESTINÉE

Quel mystère, l'homme est pour l'homme ! A voir Lafargue si alerte, si amusé de la vie, si animé et si âpre au combat, nul de nous, certes, ne pouvait soupçonner qu'il portait en lui une sentence de mort. Depuis des années peut-être, en tout cas depuis des mois, comme le prouvent toutes les dispositions prises par lui, il avait décidé de disparaître ; et l'échéance qu'il s'était fixée ne semblait pas peser sur lui. Il était aussi passionné, aussi véhément, parfois même aussi injuste que s'il avait en encore devant lui un vaste champ de bataille éclairé d'un très long jour. Il y a et dans cette mort délibérée une force de volonté étrange qui émeut et qui déconcerte.

Dans la mort de Lafargue, comme dans sa vie, il y a eu un mélange étonnant d'idéalisme et de paradoxe. Il a en toujours un large souci désintéressé du socialisme. Il a combattu sans défaillance. Il a été un des plus fervents soutiens de l'unité. Il aurait voulu que toutes les forces prolétariennes se groupent pour une même bataille. Parfois cependant il s'échappait en d'âpres boutades et il portait même à des amis des coups dont il ne mesurait pas toute la gravité. Mais un sûr instinct socialiste le ramenait bientôt à des pensées plus équitables. L'émportement même de paradoxes ou il mettait une passion extraordinaire ne l'éloignait pas de ce qu'on peut appeler l'action centrale du Parti.

Dans sa mort aussi il y a, si j'ose dire, la même contradiction. Elle révèle une fermeté stoïque, où il entre peut-être une sorte de primitive insouciance. Elle est comme ennoblie par un beau cri d'espérance en la victoire prochaine du socialisme, ou plutôt par une belle et calme certitude. Mais quel étrange et douloureux malentendu ! Lafargue s'est trompé à coup sûr en croyant qu'il ne pouvait plus être utile. Il était de ceux qui à certaines heures servent, malgré leur vivacité, primum, de modérateurs et de conciliateurs. Il aurait pu rendre encore à l'unité socialiste bien des services. Nombreux sont, dans le socialisme international, ceux qui au delà de la limite que Lafargue s'était marquée servent puissamment le prolétariat. La force d'allégresse et de combat n'était pas atténuée en lui. Et d'ailleurs les « anciens », même si la fougue première s'est éteinte en eux, sont les témoins de la tradition révolutionnaire. Leur fidélité, qui a pas- sé, leur courage à porter jusqu'au bout du chemin le fardeau de la vie, le prestige, des souvenirs que leur seule présence évoque sont une force pour les jeunes générations. Lafargue a douté trop tôt de lui-même, mais quoi qu'il ait volontairement abrégé sa vie, il lui devait tout entière à sa cause, elle est si riche d'action désintéressée, de dévouement socialiste, de pensée originale, et singulière, elle est si étroitement et si profondément mêlée à toutes les luttes politiques et sociales du prolétariat français et du socialisme international depuis près d'un demi-siècle, qu'on peut dire vraiment qu'il a fait sa tâche et qu'il a droit au grand repos si tragiquement conquis.

JEAN JAURÈS.

### Dernier Témoignage

C'est hier matin, en descendant du train qui nous ramenait de Lyon où nous venions, mes camarades Aubriot, Mistral et moi, d'inaugurer la Maison du Peuple de la Fédération du Rhône, que nous apprimes la triste nouvelle. Eh quoi, Paul Lafargue était mort ! Morle aussi la citoyenne Laura Lafargue ! Suicides tous deux. Cette information, entrevue en ouvrant l'Humanité, nous terrassa comme un coup de foudre.

Cette impression a été certainement partagée par tous les militants du Parti et elle sera demain celle de tous les membres de l'Internationale ouvrière, qui confondaient dans une même amitié et un même respect Laura Lafargue, la digne fille de Karl Marx et Paul Lafargue, l'un des premiers pionniers et des plus vaillants de l'idée socialiste en notre pays.

A ces deux morts, la classe ouvrière tiendra à cœur, nous en sommes sûrs, de faire les obsèques qu'ils méritent. Mais ici, et avant que cet hommage solennel ne leur soit rendu, je leur dois un salut plus intime, celui de la Commission administrative permanente, dont Lafargue avait été membre dès la première heure qui marqua l'unification

### LA PRÉPARATION DE LA MORT

des forces socialistes en notre pays. C'est au nom des membres de cette Commission, de tous ses membres quels qu'ils soient et à quelque courant d'opinion qu'ils se rattachent, que je m'incline devant leur mémoire.

A la Commission, Lafargue était pour nous, pour nous tous, un doyen aimé et respecté.

Il représentait seul d'entre nous les temps héroïques du socialisme. Il était le survivant des pénibles luttes du début, où les adeptes de nos doctrines ne se complaient encore que par unités et où il fallait par suite avoir la foi chevillée au cœur pour continuer sans défaillance l'œuvre de propagande. Pourtant cet homme qui aurait eu le droit de se montrer quelque peu intransigeant et hautain, était le plus conciliant et le plus simple peut-être d'entre nous. Il avait voulu l'unité du Parti passionnément, sincèrement et cette unité enfin réalisée, il travaillait de son mieux à la préserver et à la sauvegarder.

Il était de jugement prompt, d'humeur primesautière, sujet par conséquent comme bien d'autres à se tromper et même à s'égarer ; mais jusque dans ses erreurs on le sentait de bonne foi et l'on ne doutait pas que mieux instruit, plus complètement éclairé, il ne revint bientôt à une exacte compréhension des choses.

Aussi possédait-il la confiance générale ; non seulement la confiance, mais encore la pleine et entière sympathie de tous les camarades avec lui attachés à la même besogne d'administration du Parti.

Sa mort creuse donc un vide profond dans nos rangs. A côté du brillant écrivain et pamphlétaire socialiste ; du ferme et infatigable propagandiste, que d'autres avec nous regretteront et pleureront ; nous regretterons, nous, le conseiller sincère et le vigilant et probe administrateur qui n'eût jamais en vue que l'accroissement du Parti et sa grandeur.

LOUIS DUBREUILH.

### CONDOLÉANCES

Nous avons reçu les télégrammes suivants :

Friedenau, 27 novembre. — Je suis profondément ému par la nouvelle inattendue du décès de Laura et Paul Lafargue, avec lesquels j'étais un jour, par une amitié de trente ans, qui me furent des maîtres et des guides dans mes commencements.

Le socialisme scientifique international perd avec Lafargue un de ses savants et l'un des plus distingués.

Plusieurs nos morts et luttes pour leur cause immortelle. — Karl Kautsky.

Bruxelles, 27 novembre. — Douleureusement ému par la tragique nouvelle. Condoléances profondes. — VANDERVELDE.

Notre ami Corrales, militant socialiste, qui habite actuellement en Hollande, a adressé au citoyen Jean Longuet le télégramme suivant :

Sgravenhage, 27 novembre. — Je vous envoie à vous et au Parti mes plus vives condoléances. — CORRALES.

Le rédacteur parisien de l'Avant, organe quotidien des socialistes italiens, vient d'adresser à notre ami Jean Longuet la lettre qui suit :

Paris, ce 27 novembre.

Mon cher ami,

Au nom et par mandat du journal quotidien des socialistes italiens, je vous prie d'agréer et de transmettre à votre famille les condoléances émuës et l'expression de la sympathie solidaire des camarades d'Italie. Depuis de longues années (même et surtout au temps de nos luttes épiques contre la réaction), le nom de Paul Lafargue était populaire chez nous. On lui savait gré d'avoir vulgarisé la pensée marxiste et d'avoir gagné au socialisme l'élite de nos intellectuels.

La vie du grand militant s'achève dans une lumière d'apothéose ; l'héroïsme émuant de Mme Laura Marx, qui tint à affirmer jusqu'au seuil du néant sa ferveur dévouée de compagne et de collaboratrice, arçole sa fin d'un rayonnement de haute poésie.

L'acte de l'homme d'élite qui, après avoir consacré un demi-siècle à l'idéal et à ses luttes, marquant d'un coup de pouce résolu son heure dernière sur le cadran de la destinée, est à la fois un geste de beauté et une leçon de force. Il affirme, en face de la médiocrité bourgeoise, le socialisme admirable d'un héros.

C'est pourquoi, à cette heure douloureuse, l'admiration l'emporte presque sur les regrets.

Permettez-moi enfin, mon cher Longuet, de m'associer personnellement à votre deuil, car j'avais pour Paul Lafargue la plus profonde sympathie et je lui étais reconnaissant de la cordialité bienveillante qu'il m'avait toujours témoignée.

Recevez, cher citoyen, mes salutations socialistes.

Alfred TALAMINI,

Rédacteur parisien de l'Avant.

EN DEUXIÈME PAGE :

Le discours d'Edward Grey à la Chambre des Communes.

EN DERNIÈRE HEURE :

Les Chauffeurs votent la grève.

L'ARMÉE NOUVELLE

Par JEAN JAURÈS

En vente à la Librairie de l'Humanité, 16, rue du Croissant, Paris (2<sup>e</sup>).

### LA PRÉPARATION DE LA MORT

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL.)  
Draveil, 27 novembre.

A quelle heure et comment sont morts Paul et Laura Lafargue, on ne le saura jamais. Mais ce n'est point cela qui importe !

Tout ce qu'on sait est bien peu de chose. Ils avaient ensemble passé la journée à Paris. Ils étaient rentrés à Draveil, ils avaient causé avec le jardinier Doucet et sa famille. Ils avaient parlé gaiement de leur journée. Ils racontaient qu'ils avaient assisté à une représentation cinématographique et qu'ils avaient dîné de gâteau. Et ils avaient leur allure coutumière et leurs propos, comme de coutume ; étaient pleins de familière allégresse.

Et, cependant, c'était pour eux le dernier contact avec des êtres vivants.

Et ils le savaient. Ils l'avaient voulu ainsi, organisé ainsi... depuis longtemps !

À défaut d'autres preuves qui seraient obtenues par déduction, des preuves matérielles, écrites en témoignage avec une éloquence prenante.

J'ai parlé hier de certificats laissés par Paul Lafargue à sa bonne, à son jardinier. Mais ce que je n'avais pas dit, pour ne l'avoir pas, dans mon premier trouble, remarqué, c'est que ces pièces, sauf une, le certificat de la cuisinière (lequel est daté du 25 novembre jour du suicide), ces pièces sont antérieures à la date fatale.

C'est ainsi que, sous une enveloppe à son nom, le jardinier Ernest Doucet a trouvé et a eu un certificat. Le certificat témoignait de la probité de cet excellent homme qui fut à la fois pour les défunts un bon serviteur et un ami dévoué, est daté du 28 septembre 1911.

La lettre, elle, est postérieure, mais elle remonte encore cependant au 18 octobre dernier !

Au reste, cette lettre est si émouvante dans sa simplicité, elle traduit avec tellement de bonhomie sereine tout ce qu'il y avait de félicité, une autre, dans le cœur de notre cher Lafargue, qui fut souvent le plus méconnu et peut-être le plus injustement des hommes, — que nous ne pouvons nous tenir de la mettre sous les yeux de nos lecteurs.

Mon cher Ernest,

Vous enverrez immédiatement la dépêche au docteur Edgar Longuet et porterez la lettre au maître.

Vous trouverez pour vous sous ce pli 600 francs en francs, dont vous pouvez faire ce que vous voulez. C'est un cadeau.

Je vous demande d'exécuter ponctuellement ces dernières volontés.

Vous, avec M. Besnard et Huet, de la Villa, vous partagerez en trois lots ces 600 francs, que possible, les papiers, canards, pigeons et lapins de la basse-cour.

Vous prendrez un lot pour vous ; mais sur votre lot vous donneriez une paire de volailles à votre belle-mère, une autre paire à Huet, le plombier, une volaille à Mme Rivière et une autre à Mlle Flore Timonier.

MM. Besnard et Huet distribueront un des lots aux membres du groupe de Draveil. Dombey, qui est un Fischard, choisira une paire de La Fieche.

Le troisième lot sera pour nos neveux.

Vous prendrez dans la cave 25 bouteilles de vin pour vous et 5 pour votre beau-frère Paul.

MM. Besnard et Huet prendront 50 bouteilles qu'ils distribueront entre les membres du groupe.

Je prie Huet de recueillir Fido, de le garder ou de le donner à quelqu'un qui le traitera bien ; il est un chien très doux, qui veut cesser d'être paré à ce qu'il fure, et avec quelle minutie, avec quel soin que leurs dernières volontés fussent comme la bonne volonté fraternelle qui anima toute leur vie.

Nous ne pouvons songer sans angoisse, aujourd'hui, que lorsque nous voyions Lafargue, au journal, à la Commission administrative permanente, gai toujours, alerte encore, si vivant, si plein d'idées ; quand nous l'entendions, le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> novembre derniers, au Congrès national du Parti, si batailleur, si pareil à lui-même, cet allégre vieillard savait déjà, pour l'avoir déjà prévu et préparé, qu'il vivait ses derniers jours.

Et maintenant que nous savons tout cela, nous comprenons, douloureusement, qu'un homme comme lui, qu'une femme comme elle, n'ait pas voulu être livrés à la plus grande vieillesse, qui diminue avant de tuer. A l'heure où ils ont redouté de cesser d'être pareils à ce qu'ils furent eux, qui avaient tant aimé penser et combattre, — ils sont partis.

Ils sont morts vite, sans souffrance, un soir, après une dernière promenade, presque une échappée, ayant eu soin qu'il n'y eût après eux aucune surprise, aucun désarroi.

Et cependant le désarroi reste, sinon dans les choses, au moins dans le cœur de tous.

L'émotion a été profonde dans tout le socialisme, aussi bien dans ce groupe de Draveil, que Lafargue avait fondé et dont il suivait assidûment les séances, que dans tout le socialisme français et tout le socialisme international.

Quand seront les funérailles, nous demande-t-on de toutes parts ? Nous l'ignorons à l'heure présente, des formalités restent à remplir, celles d'ordre

judiciaire et administratif que comporte un événement de cet ordre. — B. MAYÉRAS.

RECTIFICATION. — Il faut lire ainsi le premier paragraphe de la lettre de Lafargue publiée hier par l'Humanité :

Sain de corps et d'esprit, je me tue avant que l'impitoyable vieillesse, qui m'enlève un à un les plaisirs et les joies de l'existence et qui me dépouille de mes forces physiques et intellectuelles, ne paralyse mon énergie et ne brise ma volonté et ne fasse de moi une charge à moi-même et aux autres.

Et non pas : qui « m'enlève » et « me dépouille ».

### DEUX INTERVIEWS

Chez Jules Guesde

— Vous me voyez, nous dit Guesde, sous le coup de la plus douloureuse des surprises. Aucun fait, aucun indice ne pouvait me laisser entrevoir la possibilité de cet événement que je n'arrive point encore à expliquer ! Un bref télégramme m'at appris la triste nouvelle dans la soirée d'hier et, à deux heures de la nuit, j'ai dû éconduire un journaliste indiscret et sans égards... Je ne sais rien encore sur les circonstances qui ont pu déterminer la résolution de notre ami. Ma surprise fait place maintenant à mon chagrin. Je regrette un ami très cher, un compagnon de lutttes longues et passionnées... À l'évocation des espoirs qui lui furent communs, des batailles qu'ils livrèrent côte à côte, la voix de Guesde s'éleva et se fit plus vibrante. Il poursuivit :

Lafargue s'en est allé en pleine force, alors qu'il pouvait rendre encore au Parti socialiste des services considérables. Tout semble conspirer pour nous en ce moment : la société capitaliste travaille éperdument contre elle-même, nos adversaires accomplent les fautes sur les fautes, jamais donc, les cadres de notre Parti n'eurent un tel besoin d'être complétés. Le Parti socialiste doit amener à lui ces innombrables travailleurs qui ne le connaissent point encore ou qui se méprennent sur lui ; mais il lui importe pour cela de conserver sa physionomie propre, de ne prêter à aucune confusion, comme on le lui reproche parfois, avec les partis bourgeois, et Lafargue était précisément de ceux qui, par leur attitude nette et personnelle, pouvaient dissiper aux yeux de la classe ouvrière toute équivoque sur ce point.

Pour l'unité socialiste, la disparition de Lafargue est aussi une perte grave. Nous ne pouvons et nous ne devons pas songer à supprimer à l'intérieur du Parti les discussions qui sont la preuve de sa vitalité et de sa force ; il doit y avoir, dans un parti, et dans le nôtre plus que dans tout autre, liberté entière d'opinion. Mais il faut que les divergences, lorsqu'elles se produisent, soient entièrement dépersonnalisées... C'est ce que comprenait très bien Lafargue, et à la réalisation de quoi il s'employait fort utilement. Dans nos discussions du Parti, il garda toujours une franchise parler et une liberté d'action dont l'exemple était certainement des meilleurs.

Au point de vue international, enfin, son influence fut considérable. On écoutait volontiers sa voix au delà de ces frontières qu'il méprisait ; tous les partis de l'Internationale le tenaient pour leur. Son œuvre s'employait fort utilement. Dans nos discussions du Parti, il garda toujours une franchise parler et une liberté d'action dont l'exemple était certainement des meilleurs.

En possession de lui-même, d'une saine méditation que nous ne pouvons que louer, Lafargue pouvait nous donner encore des écrits du genre et de la valeur de cet admirable *Droit à la Paix*, qui est un petit chef-d'œuvre, et que j'égalai au célèbre *Paradoxe de Diderot*. Il y avait du Diderot en Lafargue !

Notre devoir à nous autres, dit Guesde en terminant, n'a pas de fin ! Il se continue et se perpétue. L'œuvre est immense et elle a besoin de toutes les forces. C'est pourquoi, mesurant à ce qu'il a fait, ce que Lafargue pouvait faire encore, je désire avant tout ce malheur pour notre Parti... sans parler davantage du profond chagrin qui étreint le cœur de l'ami.

### Chez Vaillant

Le citoyen Vaillant nous a dit :

J'ai vu pour la première fois Lafargue lors de ses voyages d'Espagne à Londres, pendant la Commune. Je le rencontrai à l'hôtel de Ville et il porta alors mon salut et mon témoignage d'estime avec Marx.

Je l'aimais beaucoup. C'était une nature très droite, et toujours de bonne foi, agissant toujours vers le but le meilleur et s'efforçant de le faire de la façon la meilleure.

Quand notre unité socialiste s'est faite, il fut un de ceux qui, le plus sincèrement et le plus ardemment, ont participé à sa réalisation.

C'est une grande perte pour notre Parti socialiste international. Lafargue était profondément internationaliste. Il avait affirmé dans nos Congrès — on s'en rappelle — de vigoureuses convictions antimilitaristes. Il donnait à plein cœur dans l'action contre la guerre, et il s'était identifié avec joie des manifestations dernières qui avaient marqué l'action des prolétaires de France et d'Allemagne.

Laura Lafargue, elle aussi, était une nature remarquable. Socialiste et littérairement, elle avait une haute culture qui ne le cédait en rien à celle de Lafargue lui-même. Je l'aimais beaucoup, elle aussi, et leur disparition à tous deux me cause une grande peine.

### Paul et Laura Lafargue

C'est le cœur oppressé que j'écris ces lignes où je résume brièvement les principaux faits de la carrière de Paul Lafargue et de celle qui fut, pendant plus de quarante ans, sa compagne de lutttes et de travaux. Au deuil que la nouvelle de cette double mort apporte à tous les socialistes s'ajoute la douleur de chères amitiés perdues, plus pesante de tous les souvenirs de bonnes heures passées dans l'intimité, si simple et si cordiale, de Draveil. L'affliction s'accroît encore d'une inquiétante angoisse, à la pensée qu'ils ont ainsi quitté volontairement la bataille à laquelle ils avaient donné leurs jours ; comme si non seulement ils n'avaient plus rien à attendre de l'existence, mais comme si encore l'œuvre d'affranchissement du prolétariat, qu'ils envisagèrent jusqu'au bout avec tant de confiance et de certitude, n'avait plus rien à attendre d'eux.

Et cependant, ni l'un ni l'autre n'étaient intellectuellement diminués et, tout entamée par l'âge que fut leur vieillesse, elle restait capable d'efforts. Elle ni lui ne faisaient l'effet de vieillards à ceux qui les approchaient et qui recevaient d'eux, dans les tristesses et les épreuves, aide et encouragement.

Ils s'étaient connus à Londres, dans la maison de Karl Marx, dont Laura était la deuxième fille, née dans l'exil de Bruxelles en 1846.

Paul Lafargue arriva à Paris, pour terminer ses études médicales. Né le 15 janvier 1841, à Santiago-de-Cuba, de père et mère français, il était allé faire son éducation en Europe et s'était fait inscrire comme étudiant à la Faculté de médecine. Dès sa jeunesse, il batailla pour la République et, en 1866, il était l'un des organisateurs du fameux Congrès de Liège qui fut la première grande manifestation de la jeunesse républicaine contre l'Empire. Poursuivi à son retour avec Victor Jacard, Gustave Tridon et quelques autres, il se voyait exclu de toutes les Facultés de France. C'est donc à Londres qu'il allait finir sa préparation et prendre le grade de docteur.

### Lafargue et Karl Marx

Lafargue aimait à raconter qu'imbu à ce moment des idées de Proudhon, c'est presque à regret qu'il était allé, avec une lettre de présentation de Jacard, faire à Karl Marx une simple visite de politesse. La sympathie s'établit vite et le jeune homme fut presque aussitôt conquis qu'inténué aux doctrines et aux méthodes du socialisme scientifique, qu'il devait tant contribuer à propager et à mettre en œuvre. Hôte assidu de la modeste demeure de Marx, il devenait bientôt son fils.

Il retourna à Paris prendre sa part des batailles contre l'Empire, dans le milieu républicain qui se groupait alors autour du journal la *Marseillaise* et s'affiliait à l'Internationale. Après le 4-Septembre, il refusa la préfecture que lui offrait Arthur Ranc, parce qu'il voyait le gouvernement nouveau incapable de prendre les mesures proposées par lui pour fonder une République démocratique solide ; saisie des biens de tous les députés bonapartistes responsables de la guerre et de l'invasion ; suppression de tous les impôts indirects ; mise à la charge de la nation des familles de tous ceux qui combattaient pour la République ; paix assurée à tous les ouvriers enrégimentés dans la garde nationale. Il réclamait la continuation de la guerre même après la reddition de Paris.

### Lafargue en Espagne et à Londres

L'insurrection du 18 mars amenait au pouvoir, dans la Commune, beaucoup d'hommes avec lesquels le liaient des relations déjà anciennes. Lafargue était chargé d'une mission dans la région bordelaise, pour essayer de soulever la province en faveur de Paris communaliste. Là, comme ailleurs, cet effort produisit peu de résultats et, lors de la répression versaillaise, il était contraint, pour échapper à une condamnation, de passer la frontière et de passer en Espagne.

Il y était arrêté sur la demande de l'ambassade de France qui réclamait son extradition. Mais le gouvernement de Castelar refusait de le livrer aux Versaillais. Mis en liberté, Lafargue travailla, avec Pablo Iglesias, à l'organisation des travailleurs ; après un an de propagande, il allait entreprendre la même besogne d'agitation en Portugal.

C'est comme délégué à la fois de la Fédération madrilène et du Conseil national de Portugal qu'il assista au Congrès international de La Haye, le dernier de la première Internationale. Il y préconisait la création d'une « Fédération internationale des métiers » reliant, entre elles les organisations syndicales par-dessus les frontières. Idée présentée alors pour la première fois, qui ne de-

vait commencer à se réaliser qu'au début de notre siècle.

Les mouvements révolutionnaires s'arrêtaient provisoirement en Europe. Lafargue devait aller chercher à Londres un moyen d'existence. La petite fortune dont il disposait avait rapidement fondu dans les vicissitudes de sa vie aventureuse et les sacrifices faits à la cause. Que faire ? Lafargue, frappé de la part de charlatanisme qu'il jugeait inséparable de l'exercice de la médecine, avait une invincible répugnance à user de son titre de docteur. Il ne croyait qu'à l'hygiène. Il lui fallait chercher autre chose et il se décidait à ouvrir un atelier de photo-lithographie et de gravure, introduisant en Angleterre le procédé Gillot. L'affaire ne réussit pas fort brillamment et notre camarade ne devait avoir l'indépendance que le jour où, par la mort d'Engels, il fut mis en possession d'une fortune, d'ailleurs très exagérée par les colporteurs bourgeois.

Dependant avait commencé en France le mouvement d'ouï sorti le Parti ouvrier au Congrès de Marseille en 1879. La première *Égalité* hebdomadaire fondée par Jules Guesde, en 1878, ne comptait pas Lafargue au nombre de ses collaborateurs. Mais il envoyait assidûment des articles à la seconde *Égalité*, commençant le 21 janvier 1880, par une série intitulée : *L'Agitation agraire en Irlande et ses causes économiques*.

Venait ensuite une exacte *Critique de Proudhon*, concluant par cette formule : *Le proudhonnisme est le passé*. Il procurait ainsi des dessins au vaillant petit journal, qui commençait, en juillet 1880, la publication de son fameux *Droit à la Paix*.

### Le Programme du Parti Ouvrier

A ce moment, Guesde et Lafargue ne se connaissaient encore que par correspondance. Leur connaissance personnelle et leur amitié ne commençaient que lorsque, d'accord avec Benoit Malon, Guesde alla à Londres (mai 1880) s'entendre avec Marx sur la rédaction d'un programme à proposer aux travailleurs de France, lequel, quelques mois après, avec quelques additions émanant des groupes représentés au Congrès régional de Paris (suppression de l'héritage au-dessus de 20,000 francs, mise à la charge de la nation des vieillards et des invalides du travail) devenait le programme du Parti ouvrier.

C'est chez Lafargue que Guesde était descendu lors de ce voyage et l'on sait tout ce que l'union de ces deux hommes a produit pour l'organisation des salariés en Parti de classe. Peu de temps après, l'amitié se transforma en proselit de revenir à son poste de combat en France et depuis lors, la vie de Lafargue est écrite, peut-on dire, dans l'histoire du Socialisme français.

L'Égalité quodénienne et hebdomadaire, au *Citoyen*, au *Socialiste*, au *Gr du Peuple*, il ne cessait de donner ses articles vigoureux et pleins de substance qui ont tant fait pour l'éducation socialiste et qui l'association élargissent à toutes les batailles prolétariennes contre la classe capitaliste.

En même temps, il poussait vivement la propagande dans des conférences où étaient appelés les jeunes gens du quartier Latin. Elles étaient suivies de causeries où il répondait aux objections des auditeurs et plus d'un des meilleurs militants du Parti a dû à cette agitation de Lafargue son adhésion au socialisme.

La campagne faite avec Jules Guesde dans l'Allier en 1883 amenait les deux amis devant la cour d'assises, qui les condamnait, avec Jean Dormoy, à six mois de prison. C'est dans le séjour commun à Sainte-Pélagie qu'ils collaborèrent à ce commentaire du *Programme du Parti ouvrier* qui reste une des plus efficaces introductions au socialisme. Elle partage avec le *Droit à la Paix* l'honneur d'avoir été traduite dans toutes les langues de l'Europe et d'avoir pris ainsi place au nombre des brochures de propagande dans tous les pays.

La justice de classe devait frapper une autre fois Lafargue. A la suite d'une campagne de réunions publiques faite dans le Nord sur le massacre de Fourmies en 1891, il passait, avec Guibine, devant la cour d'assises de Douai, qui le condamnait à un an de prison.

### L'Élection de Lille

Le suffrage universel ouvrait bientôt la porte de Sainte-Pélagie qui s'était fermée de nouveau sur Lafargue. La mort du radical Werquin, fournissant aux socialistes Poccoas de constituer les électeurs de Lille en « jury national » pour casser le verdict du jury bourgeois. Au défaut de Guibine, qui, frappé de réclusion, avait perdu ses droits civiques, et dont la préfecture devait refuser la déclaration de candidatures à titre d'indéligible, Lafargue fut nommé comme candidat. La sortie provisoire de prison lui fut refusée, mais tandis qu'il était sous les verrous,

alors pour la première fois, qui ne de-

LES RELATIONS ANGLO-ALLEMANDES

Le Discours de Sir Edward Grey

Si nous nous en tenons à ce qu'annoncent les dépêches, la séance d'hier à la Chambre des Communes a été grandiose et solennelle. Les députés s'y étaient rendus en grand nombre. Les tribunes étaient archibondées d'un public attentif.

Sir Edward Grey n'aura pas déçu les espoirs de ceux qui l'écoutaient, ni de ceux qui, dans le pays et à l'étranger, attendaient avec impatience ses déclarations à la tribune de la Chambre.

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères n'appartient pas à la catégorie des ministres « parleurs ». Il est plutôt sobre en paroles, ce qui leur donne beaucoup plus d'importance et d'autorité.

Quoique sir Edward Grey se soit borné à parler des négociations marocaines et des relations entre la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, c'est toute la politique extérieure du gouvernement britannique qu'il a exposée.

L'orateur a tenu à affirmer tout d'abord que, contrairement aux usages diplomatiques, le texte officiel du discours de M. de Kiderlen-Waechter ne lui avait pas été communiqué.

Il a constaté ensuite que, en ce qui regarde le fameux discours de M. Lloyd George, celui-ci a, avant de le prononcer, consulté préalablement le président du Conseil et le ministre des affaires étrangères.

Enfin, — et c'est là le point le plus important, — sir Edward Grey a tenu à déclarer que c'était à l'Allemagne de faire disparaître toute appréhension dans l'esprit de ceux qui n'ont aucune intention agressive à son égard, que l'Angleterre n'était pas disposée à sacrifier son amitié avec les autres pays et qu'elle ne dirigera jamais aucune action provocatrice contre l'Allemagne.

Ainsi donc, l'entente de l'Angleterre avec la France ne s'est pas faite contre un quelconque. Elle est « inclusive », c'est-à-dire qu'elle a pour but de sauvegarder les intérêts communs, et non « exclusive », c'est-à-dire destinée à atteindre les intérêts d'autrui. En un mot, elle est défensive et non offensive, et partant éminemment pacifique.

Si ces paroles sont sincères, — et rien ne nous autorise à supposer le contraire, — l'idéal pacifique du libéralisme anglais est une fois de plus affirmé et la signification pacifique de l'Entente cordiale est désormais hors de doute.

C'est tout ce que nous pouvions désirer savoir pour le moment. — FABRA RIBAS.

Sir Edward Grey est salué par de chaudes acclamations, lorsqu'il se lève pour prendre la parole. Il déclare que les négociations marocaines et les relations de la Grande-Bretagne avec la France et l'Allemagne sont si importantes, et si sérieuses et délicates, qu'il se contenterait de parler de cette question séparément.

On en a tellement parlé en Allemagne, que le gouvernement anglais considère qu'il est de son devoir d'en parler au public anglais. Contrairement aux usages diplomatiques, dit sir Edward Grey, le texte officiel du discours du ministre allemand des Affaires étrangères ne m'a pas été communiqué; mais je ne puis pas que les copies qui en ont été publiées comprennent le texte entier des déclarations faites par M. de Kiderlen-Waechter.

L'envoi de la « Panther » Le 1er juillet, l'ambassadeur d'Allemagne m'a déclaré que, aussitôt que la Panther se serait acquittée de sa mission protectrice en Algérie, elle serait appelée à aller en Espagne. Après une réunion du cabinet, j'ai déclaré à l'ambassadeur d'Allemagne que le gouvernement anglais était d'avis qu'une situation de ce genre n'était pas désirable.

Le 21 juillet, l'ambassadeur d'Allemagne m'a fait part du regret qu'il éprouvait à constater en Angleterre un état de suspicion, et il ajouta que l'Allemagne n'avait nullement l'intention de posséder une partie du Maroc. J'ai répondu que l'ambassadeur que les discours de M. Lloyd George n'avaient semblé soulever aucune protestation et qu'il était contraire à la dignité de l'Angleterre de donner une explication.

L'accord est maintenant complet entre la France et l'Allemagne et le fait d'avoir sacrifié le Maroc à l'avantage des diplomates qui ont conduit les négociations. On a écrit deux ou trois fois que les pourparlers entre la France et l'Allemagne étaient rompus, la Grande-Bretagne eût été en faveur d'une conférence. Si l'Allemagne n'avait pas voulu d'une conférence, l'Angleterre, la France et l'Espagne auraient occupé certaines parties du Maroc.

Sir Edward Grey ajoute qu'il n'y a pas eu d'autres traités secrets que ceux publiés vendredi dernier. Le rôle de l'Allemagne Le ministre termine en déclarant qu'une nation comme l'Allemagne, possédant la plus grosse armée du monde et une marine qui augmente sans cesse, devrait s'attacher à faire disparaître toute appréhension dans les esprits de ceux qui n'ont aucune intention agressive à son égard. Le désir de bon voisinage, dit-il, est de vivre en de bons termes avec l'Allemagne.

L'attitude de l'Angleterre Dans l'amélioration de ses relations avec l'Allemagne, l'Angleterre ne sacrifiera pas son droit de défendre son territoire, son commerce à la France ou à la Russie dépend du sentiment du Parlement, mais le gouvernement britannique ne soutiendra aucune action de ce genre d'autre pays. Tout après avoir donné à la France ou à la Russie dépend du sentiment du Parlement, mais le gouvernement britannique ne soutiendra aucune action de ce genre d'autre pays.

missariat des confins algéro-marocains et un fonctionnaire pris en dehors du cadre des agents consulaires et en dehors de l'arrondissement de son commandement. M. de Kiderlen-Waechter a procédé à une enquête complète sur tous les faits d'agression de terrain et d'une façon générale sur l'administration de la région des confins.

Il devra en transmettre d'urgence les résultats au gouvernement. En conséquence de ces décisions disparaîtra la dualité des fonctions qui faisaient du général Toutée, après le général Lyauter, à la fois le commandant de la division d'Oran et des troupes de la région des confins.

Le général Drude est nommé au commandement de la division d'Oran, le général Alix prend le commandement en chef de toutes les troupes des confins Nord et des confins Sud du Maroc.

Le successeur du général Toutée On a vu par le compte rendu du conseil des ministres que le gouvernement a décidé de ne désigner comme commissaire d'Oudjda ni un officier, ni un fonctionnaire des affaires étrangères. C'est à un haut fonctionnaire de l'administration algérienne que le gouvernement fera appel, dit-on.

La République est proclamée à Tchong King Pékin, 26 novembre. — On mande de Tchong-Tou, à la date du 22 : Tous les Européens demeurés à Tchong-Tou, qui est rempli de troupes impériales, sont saufs. Kia-Feing est assiéger par les impériaux.

D'autre part, la révolution a été proclamée à Tchong-King, où règne le calme. — (Havas). Une grande victoire des révolutionnaires Londres, 27 novembre. — Un télégramme de Nankin à l'Echo de la Chine, qu'une partie de la ville de Nankin est tombée aux mains des révolutionnaires. Les batteries impériales de Leon Hill ont été réduites au silence.

Les révolutionnaires se sont emparés de la porte Tchong-Men. Les batteries de la ville de Nankin et les bâtiments dont ils disposent sont aujourd'hui à Pei-Che-Kao. Les troupes impériales ont lancé un obus sur le drapeau de la Croix-Rouge. — (Agence l'Information).

AUX ASSISES DE LA SEINE Le Meurtrier DE L'AGENT PELLETIER condamné à mort Il y avait foule aux assises. On y jugeait Arthur Renard, non pas le maître d'hôtel, mais celui qui, par sa conduite, avait compromis la qualité de « vengeur de Liabouf », et parce qu'il avait tiré sur des agents et tué un d'entre eux.

En réalité, le drame avait une toute autre explication et nos journalistes de l'après-midi ont dû déchanter, devant la révélation des débats. Rappelons les faits. C'était le 6 août 1910, à 4 heures de l'après-midi, Renard se trouvait dans un fiacre que conduisait le cocher Charret. On allait au petit trot quand, à la hauteur de la rue Réaumur et du boulevard Sébastopol, le fiacre heurta une automobile qui venait en sens inverse.

Le chauffeur Forest s'aperçut que sa voiture avait été légèrement abîmée et, entre les « deux collégiens », ce fut l'échange d'injures et la querelle habituelle. Or, Renard s'empêcha de s'arrêter et ordonna à son cocher de poursuivre sa route, et comme le chauffeur insistait pour avoir des explications, il descendit de voiture et portait dans sa main un revolver.

Le drame C'est alors que Renard déchargea trois coups de revolver sur l'agent Richard, qui fut atteint au cou, et comme l'agent Lettier se portait au secours de son collègue, Renard déchargea un quatrième coup. Heureusement, Lettier réussit à se protéger et ne fut pas touché; mais M. Pelletier, autre gardien de la paix qui, en congé, passait par là, accourut pour désarmer le forcené. Hélas, celui-ci continuait à tirer et ce quatrième coup tira à bout portant, atteignant le pauvre diable au cœur, et il succomba sur-le-champ.

Le mobile du crime La foule voulait écharper le meurtrier, qui essayait de tourner son arme contre lui-même. On arriva à le désarmer et on l'arrêta.

Le mobile du crime A l'audience, des témoins nombreux sont venus défilé à la barre. Tous ont raconté la scène du crime, mais aucun n'a pu déclarer, comme le soutenait l'accusation, qu'au moment de tirer Renard avait crié : « Vive Liabouf ! Voilà comment on venge ! » et il apparaît bien que cette phrase n'est que l'œuvre d'hallucinés, ou une invention pure et simple faite pour terroriser l'opinion et les jurés.

Et en réalité, la cause du crime est malheureusement toujours celle de presque tous les crimes : l'alcoolisme. Renard qui, dans son interrogatoire, déclare ne se souvenir de rien, est un ancien alcoolique qui, sous le soleil d'Afrique, a absorbé des quantités d'absinthe. Libéré, il est devenu tueur de bœufs et, dans ce métier brutal, il a conservé des habitudes d'intempérance. Cela le met dans un état de surexcitation perpétuelle et il a failli cet incident du reste assez fréquent dans notre capitale, pour déchaîner la fureur qui sommeille dans tout alcoolique.

Réquisitoire, plaidoirie, verdict Cela n'empêche pas l'avocat général Trouard-Riolle de réclamer la peine de mort. Après avoir rappelé que Renard avait passé un nuit à boire et qu'il n'est pas embourbé, il avait recommencé à visiter les débits de vin, après avoir frappé encore que sans l'accrochage par le fiacre de l'automobile on n'aurait pas eu à juger un « assassin », le magistrat affirme cependant qu'il n'y avait pas de circonstances atténuantes. Puis comme toujours, surexcité, M. Trouard-Riolle conclut en jurant que les jurés : « Vive Liabouf ! » ont été poussés par l'accusé.

M. Henri Robert, avec son éloquence coutumière, son habileté, sa force de raisonnement, demande ensuite aux jurés de ne pas donner l'échafaud. Fils d'alcoolique, alcoolique lui-même, brute n'ayant rien d'humain, il a perdu la tête. Je ne demande que des choses raisonnables à absorber des quantités d'absinthe. Libéré, il est devenu tueur de bœufs et, dans ce métier brutal, il a conservé des habitudes d'intempérance. Cela le met dans un état de surexcitation perpétuelle et il a failli cet incident du reste assez fréquent dans notre capitale, pour déchaîner la fureur qui sommeille dans tout alcoolique.

Et le jury impitoyable répondit oui à toutes les questions. La cour prononça la peine de mort, tandis que, par défaut, l'accusé écoutait le verdict. — (Havas). Informations Nos affirmations justifiées Hier ont eu lieu des obsèques L'enquête que l'Humanité a faite sur les causes de la catastrophe de Montreuil-Bellay et les conclusions auxquelles aboutissait l'examen des circonstances, vient de recevoir une confirmation qu'il est juste de souligner.

Nous avions dit que si le viaduc s'était écroulé au passage du train 405, c'était uniquement parce que la pile qui supportait le pont, avait cédé sous le poids de l'action du courant. Cette pile n'était pas d'une solidité telle qu'elle ait pu résister, malgré les réparations de fortune, à la pression énorme qu'elle avait à supporter. Et nous ajoutons que les constatations faites par le personnel, par les voyageurs auraient dû dicter à la Compagnie la seule mesure à prendre : la suspension du trafic pour permettre la réaction totale du viaduc.

LA CATASTROPHE DE MONTREUIL-BELLAY Nos affirmations justifiées Hier ont eu lieu des obsèques L'enquête que l'Humanité a faite sur les causes de la catastrophe de Montreuil-Bellay et les conclusions auxquelles aboutissait l'examen des circonstances, vient de recevoir une confirmation qu'il est juste de souligner.

Nous avions dit que si le viaduc s'était écroulé au passage du train 405, c'était uniquement parce que la pile qui supportait le pont, avait cédé sous le poids de l'action du courant. Cette pile n'était pas d'une solidité telle qu'elle ait pu résister, malgré les réparations de fortune, à la pression énorme qu'elle avait à supporter. Et nous ajoutons que les constatations faites par le personnel, par les voyageurs auraient dû dicter à la Compagnie la seule mesure à prendre : la suspension du trafic pour permettre la réaction totale du viaduc.

La confirmation par les faits Or, des recherches faites par les scaphandriers dans la soirée de dimanche ont révélé les faits suivants qui confirment nos affirmations. L'un des scaphandriers a constaté que le pont s'était brisé en son milieu.

Ainsi s'explique que la travée de la rive droite ait pu tomber à plat tandis que celle de la rive gauche est complètement retournée, le tablier en l'air.

Les constatations du second scaphandrier ont établi que la base de la pile centrale était intacte.

Ceci écarte donc l'hypothèse émise par les ingénieurs et soutenue par M. Prébaut, d'un glissement des assises ébaïcies dans un terrain mouvant, une argile fuyante.

Par contre, les constatations du scaphandrier révèlent que le piler s'est rompu à un mètre cinquante au-dessus des fondations, dans la partie de l'ouvrage qui aurait dû être soigneusement surveillée.

Nous verrons quelles seront les conclusions de la Commission d'enquête qui vient d'être nommée, comme l'indique la note officielle que nous publions ci-dessous. — RAYMOND FIGAC.

LA MISSION DES ENQUETEURS Les ponts à examiner Le ministre des travaux publics a pris l'arrêté suivant : Article premier. — Est instituée une commission spéciale chargée de :

1° De déterminer les conditions dans lesquelles s'est produit le 23 novembre courant, à Montreuil-Bellay, l'accident du train 405 et d'en rechercher les causes ; 2° D'examiner les ponts et les ouvrages des chemins de fer de la région des ponts et de leur assurer les mesures de précautions nécessaires avant et après l'accident.

Art. 2. — Sont nommés membres de la commission MM. de Préaudeau, vice-président, et conseiller général des ponts et chaussées ; Hibonnat, ingénieur en chef des ponts et chaussées, ingénieur-conseil de la Compagnie française des chemins de fer de Saint-Etienne à Lyon ; et M. de Préaudeau, ingénieur-constructeur à Châteauneuf-sur-Loire.

UNE CEREMONIE FUNEBRE Obsèques de six victimes Montreuil-Bellay, 27 novembre. — Les obsèques solennelles de six victimes de la catastrophe du pont de Montreuil ont eu lieu ce matin à Montreuil-Bellay, à la mairie de la localité et des communes environnantes.

Un peu avant dix heures, MM. Milléon, chef de cabinet adjoint de M. Anglade, ministre des Travaux publics, Clavelle, directeur de l'Administration des chemins de fer de l'Etat, et Fontanes, sous-préfet de Saumur, réunissent les familles et leur présentent les nombreux condoléances attristées et leurs sympathies.

A 10 heures précises, les discours sont prononcés devant la mairie. C'est M. de Préaudeau, ministre des Travaux publics, qui a parlé le premier au nom de la municipalité.

Puis M. Clavelle qui a rendu responsable de la catastrophe « l'inconnu redoutable » de la résistance de la pile, des ponts et chaussées, et de la science. Il a terminé son discours en rendant un hommage particulier aux agents du réseau de l'Etat, qui ont fait preuve de courage et de dévouement.

Après M. Clavelle, ont pris successivement la parole MM. Castron, sénateur et Grand-maison, député. Puis, au nom des chemins, M. Anglade, président de la section des mécaniciens et chauffeurs de l'Etat, prononce quelques paroles.

Il fait l'éloge de ses collègues décedés qui, familiarisés avec le danger, s'en désintéressent, mais qui, au moment de la catastrophe, ont mené sains et saufs à leur destination les nombreux existences qui leur étaient confiées.

En terminant, il dit que la Fédération des mécaniciens et chauffeurs apporte à tous les jours son dévouement et son affection à l'égard de ceux qui ont donné leur dernière heure.

Guesde et Alfred Delcluze, délégués l'un par le Conseil national du Parti ouvrier, l'autre par le parti ouvrier français, menaient la campagne sur son nom, avec Delory, Chesquière, Ferrout et le regretté Legrand.

Tout fut mis en œuvre pour empêcher le triomphe du candidat des ouvriers. La pression patronale dépassa tout ce que l'on peut imaginer pour terroriser les travailleurs. Les journaux bourgeois, l'Echo du Nord en tête, n'avaient pas assez d'injures à cracher à la face de ce candidat, qui était « un étranger, presque un Allemand », et pas assez d'encre pour supplier le corps électoral de « renvoyer à l'Allemagne, sa patrie, le genre du Prussien Karl Marx. » Les anarchistes tentaient de troubler les réunions par leurs violences, en répétant leur fameuse anecdote de la mort de Lorian. Tout fut vain. Lafargue fut élu au deuxième tour de scrutin avec 1.100 voix de majorité.

Une dernière cartouche fut essayée. Les gouvernants de la République, qui, en 1871, réclamaient l'extradition du Français Lafargue, voulaient, en 1891, le faire passer pour Espagnol. Il dut prouver, par pièces authentiques, sa qualité de Français pour sortir de prison et aller siéger au Palais-Bourbon.

Le retentissement de cette élection fut énorme, tant à cause du soufflet plaqué sur la joue des fustigés de Fourmies qu'à cause de la valeur personnelle de Lafargue, reconnue par tous les économistes de la bourgeoisie. M. Paul Leroy-Beaulieu n'hésita pas à déclarer qu'elle était pour lui, « l'événement le plus considérable survenu en France depuis 1871. » Car, avec Lafargue, c'était dit-il, « la collectivisme qui entrait au Palais-Bourbon et il montrait comme redoutable le moment où les électeurs envoyaient au Parlement Jules Guesde à côté de Lafargue « on aurait en France l'équivalent de Liebknecht et de Bebel. »

Le rapprochement redouté par le professeur au Collège de France ne fut pas réalisé. Aux élections générales de 1893, Guesde entra bien à la Chambre, mais Lafargue n'y fut pas renvoyé. Un savant travail administratif modifia la circonscription, en entendant des électeurs socialistes pour y faire entrer un canton alors encore sous la coupe des réactionnaires. L'échec, à peu de voix près, fut donc évité. Les « travaux parlementaires » ne l'enthousiasmaient pas.

Il n'en avait pas moins fait vaillamment son devoir de député socialiste, portant à la tribune les revendications prolétariennes et faisant les élus de la bourgeoisie, par exemple lors de la proposition d'amnistie, qu'il présenta, à prendre leur attitude vraie de représentants de la classe ennemie en face des ouvriers.

Mais surtout, il avait profité des facilités de parcours que lui valait son mandat pour se faire, « commis-voyageur en socialisme », allant porter la parole à travers la France. La région de l'Ouest, de Nantes à Bordeaux et au-delà, se souvient encore de la tournée qu'il y fit en 1892, avec Milherand, alors socialiste.

La propagandiste et l'écrivain Lafargue n'est pas redevenu député depuis. Il n'en est qu'avec plus d'activité sa plume et sa parole au service du socialisme. Membre de l'organisme central avant et après l'unité qui réunissait toutes les organisations, sa vie est mêlée intimement à toute la vie du Parti.

Qui ne se souvient, dès qu'on l'a un fois vu, de la fougue de ses interventions à la tribune, dans les réunions publiques ou dans les Congrès ? On le revoyait, avec ses cheveux blancs des la jeunesse, lancer ses mordantes réparties avec l'allure primesautière et l'élegance maternelle du geste qui lui avait valu de Jules Vallés, le surnom de « garde-français ».

Pour vive et sarcastique que fut la forme dans laquelle il soutenait son opinion, l'adversaire qui était un camarade ne se sentait jamais blessé, tant il y avait de sympathie dans son sourire et sa poignée de mains.

Les articles que Lafargue prodigua dans tous les journaux socialistes avaient la même verve et plus encore de solidité dans ses connaissances et le raisonnement. Pas un qui n'apprit quelque chose et qui ne tirât argument pour le éclaircissement de l'idée socialiste. Les lecteurs de l'Humanité le savent. Telle de ses campagnes de presse reste comme une mine de documents et de raisons. Celle qu'il fit au Petit Sou sur le projet de retraites ouvrières a fourni de chiffres et de preuves toute l'opposition qu'a trouvée devant lui le projet V. Niimi, devenu depuis loi.

Il contribua sans se lasser à la propagande par la brochure et le livre. En véritable marxiste, Lafargue fut de ceux qui contribuèrent à étendre et approfondir la doctrine de Marx, en appliquant la méthode à des points négligés ou nouveaux.

Tantôt il expliquait la portée et la signification de l'évolution qui aboutit aux Truiss américains ; tantôt il montrait les théories du Capital justifiées dans le Fonctionnement économique de la Bourse. Dans diverses revues, comme la Nève Zeit dont il fut un des collaborateurs permanents, il étudiait tour à tour la genèse des idées de Dieu, de l'âme, le problème de la connaissance, publiant ses études en brochures ou les réunissant sous un titre commun : Le Déréglement économique.

A la suite d'une potémkin, un éditeur faisait paraître un livre où Yves Guyot et lui exposaient contradictoirement les thèses bourgeoises et socialistes sur les Origines et l'évolution de la propriété. Une jeune courtoise avec Jaures donnait lieu à la brochure : Idéalisme et Matérialisme dans la conception de l'Humanité.

Toutes les bibliothèques de groupes et de militants possèdent les brochures plus minces : La Charité chrétienne, Patriotisme et bourgeoisie, Monsieur Vautour.

La forme du pamphlet convenait à son talent d'une veine toute française. C'est Drumont lui-même qui rapprochait l'admirable Droit à la Presse des chefs d'œuvre de Diderot. Le même jactance de fantaisie autour d'une idée approuvée de science se retrouve dans la Religion des Capitaux et l'Appât du Gain.

Les études et des publications de Lafargue, c'est parler aussi de celle qu'il eut toujours auprès de lui, dans la vie et dans la mort. La citoyenne Lefargue n'était pas seulement la compagne, mais la collaboratrice de son mari. Dévouée comme lui à l'œuvre d'affranchissement, prenant sa part de toutes les luttes et de toutes les épreuves du prolétariat international, elle publiait avec lui des chapitres tirés de l'Anti-Dühring d'Engels (Religion, Philosophie et Socialisme, dont la brochure : Socialisme utopique et Socialisme scientifique est un extrait). Avec lui, encore, cette traduction du Manifeste communiste qui reste la seule rendant et le fond et la forme de l'original.

Elle publiait, seule, la traduction d'œuvres de son père Karl Marx : Révolution et contre-révolution en Allemagne, Contribution à la critique de l'Economie politique. Elle avait achevé, mais non publié encore, la traduction très difficile de la Sainte Famille. Lafargue, qui connaissait bien l'espagnol et l'anglais, avait de l'allemand qu'une connaissance limitée. C'est tous les jours, pour ainsi dire, que la citoyenne Lafargue le mettait au courant de tout ce que publiaient d'importantes les revues et journaux d'Allemagne, en les lui résumant ou les lui traduisant.

En correspondance l'un et l'autre avec les plus vaillants champions du socialisme à l'étranger, ils formaient ensemble un élément du mouvement international. Leurs noms étaient associés pour nos camarades d'au-delà les frontières comme ils le sont pour nous.

Is restèrent dans les regrets et dans la mémoire de la classe ouvrière et des socialistes. Notre souvenir les associera toujours et tant de lumières, tant d'enseignements, tant d'exemples, de vaillance et de dévouement infatigable auront été apportés par eux que nous leur pardonnerons de nous avoir abandonnés.

BRACKE.

A LA MEMOIRE DE PAUL ET LAURA LAFARGUE Les socialistes russes ont organisé un meeting Aujourd'hui, 28 novembre 1911, tous les ouvriers et les émigrés russes sont invités à la réunion publique consacrée à la mémoire du regretté maître Paul Lafargue et de sa compagne Laura Marx. La réunion aura lieu à la salle des Sociétés Savantes (rue Danton, 8), à 8 heures, et demie du soir.

Près les fondateurs des groupes divers du Parti social-démocrate ouvrier de Russie, les camarades Alexinsky et Loupatcharsky (groupe « En Avant ») ; Dunaïevsky et les camarades du Socialisme démocratique de Pologne et de Lithuanie (M. R. [groupe Letonien] ; Medeme (Bound) ; Ch. Rappoport, etc.

Sir Edward Grey est salué par de chaudes acclamations, lorsqu'il se lève pour prendre la parole. Il déclare que les négociations marocaines et les relations de la Grande-Bretagne avec la France et l'Allemagne sont si importantes, et si sérieuses et délicates, qu'il se contenterait de parler de cette question séparément.

On en a tellement parlé en Allemagne, que le gouvernement anglais considère qu'il est de son devoir d'en parler au public anglais. Contrairement aux usages diplomatiques, dit sir Edward Grey, le texte officiel du discours du ministre allemand des Affaires étrangères ne m'a pas été communiqué; mais je ne puis pas que les copies qui en ont été publiées comprennent le texte entier des déclarations faites par M. de Kiderlen-Waechter.

L'envoi de la « Panther » Le 1er juillet, l'ambassadeur d'Allemagne m'a déclaré que, aussitôt que la Panther se serait acquittée de sa mission protectrice en Algérie, elle serait appelée à aller en Espagne. Après une réunion du cabinet, j'ai déclaré à l'ambassadeur d'Allemagne que le gouvernement anglais était d'avis qu'une situation de ce genre n'était pas désirable.

Le 21 juillet, l'ambassadeur d'Allemagne m'a fait part du regret qu'il éprouvait à constater en Angleterre un état de suspicion, et il ajouta que l'Allemagne n'avait nullement l'intention de posséder une partie du Maroc. J'ai répondu que l'ambassadeur que les discours de M. Lloyd George n'avaient semblé soulever aucune protestation et qu'il était contraire à la dignité de l'Angleterre de donner une explication.

L'accord est maintenant complet entre la France et l'Allemagne et le fait d'avoir sacrifié le Maroc à l'avantage des diplomates qui ont conduit les négociations. On a écrit deux ou trois fois que les pourparlers entre la France et l'Allemagne étaient rompus, la Grande-Bretagne eût été en faveur d'une conférence. Si l'Allemagne n'avait pas voulu d'une conférence, l'Angleterre, la France et l'Espagne auraient occupé certaines parties du Maroc.

LA CATASTROPHE DE MONTREUIL-BELLAY Nos affirmations justifiées Hier ont eu lieu des obsèques L'enquête que l'Humanité a faite sur les causes de la catastrophe de Montreuil-Bellay et les conclusions auxquelles aboutissait l'examen des circonstances, vient de recevoir une confirmation qu'il est juste de souligner.

Nous avions dit que si le viaduc s'était écroulé au passage du train 405, c'était uniquement parce que la pile qui supportait le pont, avait cédé sous le poids de l'action du courant. Cette pile n'était pas d'une solidité telle qu'elle ait pu résister, malgré les réparations de fortune, à la pression énorme qu'elle avait à supporter. Et nous ajoutons que les constatations faites par le personnel, par les voyageurs auraient dû dicter à la Compagnie la seule mesure à prendre : la suspension du trafic pour permettre la réaction totale du viaduc.

La confirmation par les faits Or, des recherches faites par les scaphandriers dans la soirée de dimanche ont révélé les faits suivants qui confirment nos affirmations. L'un des scaphandriers a constaté que le pont s'était brisé en son milieu.

Ainsi s'explique que la travée de la rive droite ait pu tomber à plat tandis que celle de la rive gauche est complètement retournée, le tablier en l'air.

Les constatations du second scaphandrier ont établi que la base de la pile centrale était intacte.

Ceci écarte donc l'hypothèse émise par les ingénieurs et soutenue par M. Prébaut, d'un glissement des assises ébaïcies dans un terrain mouvant, une argile fuyante.

Par contre, les constatations du scaphandrier révèlent que le piler s'est rompu à un mètre cinquante au-dessus des fondations, dans la partie de l'ouvrage qui aurait dû être soigneusement surveillée.

Nous verrons quelles seront les conclusions de la Commission d'enquête qui vient d'être nommée, comme l'indique la note officielle que nous publions ci-dessous. — RAYMOND FIGAC.

LA MISSION DES ENQUETEURS Les ponts à examiner Le ministre des travaux publics a pris l'arrêté suivant : Article premier. — Est instituée une commission spéciale chargée de :

1° De déterminer les conditions dans lesquelles s'est produit le 23 novembre courant, à Montreuil-Bellay, l'accident du train 405 et d'en rechercher les causes ; 2° D'examiner les ponts et les ouvrages des chemins de fer de la région des ponts et de leur assurer les mesures de précautions nécessaires avant et après l'accident.

Art. 2. — Sont nommés membres de la commission MM. de Préaudeau, vice-président, et conseiller général des ponts et chaussées ; Hibonnat, ingénieur en chef des ponts et chaussées, ingénieur-conseil de la Compagnie française des chemins de fer de Saint-Etienne à Lyon ; et M. de Préaudeau, ingénieur-constructeur à Châteauneuf-sur-Loire.

UNE CEREMONIE FUNEBRE Obsèques de six victimes Montreuil-Bellay, 27 novembre. — Les obsèques solennelles de six victimes de la catastrophe du pont de Montreuil ont eu lieu ce matin à Montreuil-Bellay, à la mairie de la localité et des communes environnantes.

Un peu avant dix heures, MM. Milléon, chef de cabinet adjoint de M. Anglade, ministre des Travaux publics, Clavelle, directeur de l'Administration des chemins de fer de l'Etat, et Fontanes, sous-préfet de Saumur, réunissent les familles et leur présentent les nombreuses condoléances attristées et leurs sympathies.

A 10 heures précises, les discours sont prononcés devant la mairie. C'est M. de Préaudeau, ministre des Travaux publics, qui a parlé le premier au nom de la municipalité.

Puis M. Clavelle qui a rendu responsable de la catastrophe « l'inconnu redoutable » de la résistance de la pile, des ponts et chaussées, et de la science. Il a terminé son discours en rendant un hommage particulier aux agents du réseau de l'Etat, qui ont fait preuve de courage et de dévouement.

Après M. Clavelle, ont pris successivement la parole MM. Castron, sénateur et Grand-maison, député. Puis, au nom des chemins, M. Anglade, président de la section des mécaniciens et chauffeurs de l'Etat, prononce quelques paroles.

Il fait l'éloge de ses collègues décedés qui, familiarisés avec le danger, s'en désintéressent, mais qui, au moment de la catastrophe, ont mené sains et saufs à leur destination les nombreux existences qui leur étaient confiées.

En terminant, il dit que la Fédération des mécaniciens et chauffeurs apporte à tous les jours son dévouement et son affection à l'égard de ceux qui ont donné leur dernière heure.

LES RELATIONS ANGLO-ALLEMANDES Le Discours de Sir Edward Grey Si nous nous en tenons à ce qu'annoncent les dépêches, la séance d'hier à la Chambre des Communes a été grandiose et solennelle. Les députés s'y étaient rendus en grand nombre. Les tribunes étaient archibondées d'un public attentif.

Sir Edward Grey n'aura pas déçu les espoirs de ceux qui l'écoutaient, ni de ceux qui, dans le pays et à l'étranger, attendaient avec impatience ses déclarations à la tribune de la Chambre.

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères n'appartient pas à la catégorie des ministres « parleurs ». Il est plutôt sobre en paroles, ce qui leur donne beaucoup plus d'importance et d'autorité.

Quoique sir Edward Grey se soit borné à parler des négociations marocaines et des relations entre la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, c'est toute la politique extérieure du gouvernement britannique qu'il a exposée.

L'orateur a tenu à affirmer tout d'abord que, contrairement aux usages diplomatiques, le texte officiel du discours de M. de Kiderlen-Waechter ne lui avait pas été communiqué.

Il a constaté ensuite que, en ce qui regarde le fameux discours de M. Lloyd George, celui-ci a, avant de le prononcer, consulté préalablement le président du Conseil et le ministre des affaires étrangères.

Enfin, — et c'est là le point le plus important, — sir Edward Grey a tenu à déclarer que c'était à l'Allemagne de faire disparaître toute appréhension dans l'esprit de ceux qui n'ont aucune intention agressive à son égard, que l'Angleterre n'était pas disposée à sacrifier son amitié avec les autres pays et qu'elle ne dirigera jamais aucune action provocatrice contre l'Allemagne.

Ainsi donc, l'entente de l'Angleterre avec la France ne s'est pas faite contre un quelconque. Elle est « inclusive », c'est-à-dire qu'elle a pour but de sauvegarder les intérêts communs, et non « exclusive », c'est-à-dire destinée à atteindre les intérêts d'autrui. En un mot, elle est défensive et non offensive, et partant éminemment pacifique.

Si ces paroles sont sincères, — et rien ne nous autorise à supposer le contraire, — l'idéal pacifique du libéralisme anglais est une fois de plus affirmé et la signification pacifique de l'Entente cordiale est désormais hors de doute.

C'est tout ce que nous pouvions désirer savoir pour le moment. — FABRA RIBAS.

Sir Edward Grey est salué par de chaudes acclamations, lorsqu'il se lève pour prendre la parole. Il déclare que les négociations marocaines et les relations de la Grande-Bretagne avec la France et l'Allemagne sont si importantes, et si sérieuses et délicates, qu'il se contenterait de parler de cette question séparément.

On en a tellement parlé en Allemagne, que le gouvernement anglais considère qu'il est de son devoir d'en parler au public

ROMANES ET NOUVELLES

Noëlie

Quand on apprit dans la petite ville que Noëlie était morte dans la nuit, ce fut comme un soulagement pour tout le monde. Quelques femmes, sans respect pour la mort, osaient même traîner le cadavre de « pourriture » tout en regardant leur époux de travers.

D'autres, soutenues par leurs principes religieux, semblaient accueillir la nouvelle avec indifférence et elles disaient en baissant les yeux :

« La mort efface toutes les rançunes. » Mais on voyait à leur attitude, qu'elles pardonnaient moins franchement que les premiers.

Noëlie avait été la plus jolie fille de toute la ville. Voluptueuse et faible, elle accueillait les compliments comme une chose naturelle due à sa beauté. Elle avait la folie de l'amour comme d'autres ont la passion des toilettes, et elle mettait un point d'honneur à faire succomber les hommes.

Beaucoup avaient souffert de son caractère fantasque, et dans le nombre de ses amants plusieurs l'avaient aimée avec sincérité.

A vingt ans, elle avait trouvé plus de prétendants à sa main qu'il n'y avait d'hommes au village, et elle les avait tous éconduits, préférant garder son indépendance. Elle s'affichait volontiers avec les jeunes gens, mais par un caprice mystérieux elle conservait la plus stricte discrétion, dès que son amant était un homme marié.

Entre hommes, on parlait d'elle en clinquant des yeux ; ceux qui ne l'avaient pas vue, désiraient la connaître et faire sa conquête.

Elle tenait un commerce de chaussures. Sa boutique, très achalandée, n'était jamais vide. Le prétexte d'acheter des lacets était fort employé, pour s'entendre sur les rendez-vous.

Noëlie était d'une probité et d'une bonté sans égales. Ces deux qualités, exagérément développées, lui attiraient la sympathie des femmes.

Elle recevait les chaussures de Paris et elle savait flatter la coquetterie des clientes qui se servaient chez elle.

Tous les pieds trouvent chaussure chez moi, disait-elle, dans un rire qui découvrait de magnifiques dents blanches. Cette phrase avait le don de plaire à tout le monde ; elle faisait sourire les femmes, et elle emplissait de desirs les yeux des hommes.

La boutique fermée, on ne voyait jamais Noëlie flâner sur le pas des portes parmi les commères qui bavardaient sous le prétexte de prendre l'air. Elle prétendait que ça se cochait de bonne heure, cela était un moyen infailible pour rester toujours jeune. Et, en effet, elle ne paraissait jamais fatiguée.

Un jour, elle tomba gravement malade, sa beauté s'altéra avec une très grande rapidité. Ses superbes cheveux, qui la caressaient comme une déesse, tombèrent par poignées. Ses joues se marbrèrent et son corps se couvrit de tâches sur la peau rose. Elle ne dit rien et n'osa pas voir le médecin, qui l'avait connue belle.

Elle se refusait à tous ses amants par la même raison.

Des jours passèrent. Puis elle se mit à tousser. La toux sèche déchirait sa poitrine ; les quintes la laissaient en rage. Ses joues se creusèrent, les pommettes se rosèrent, et les yeux perdirent leur éclat. Elle consulta, et elle comprit qu'elle était perdue.

Alors, elle voulut vivre ; elle redébit l'amouruse acharnée que tous désiraient les sens toujours en éveil, elle affolait ses amants.

Elle s'altéra à bout de forces, et ne se releva plus. Elle était effrayante de maigre, et elle devint d'une cruauté excessive. Elle en voulait à tout le monde de son mal ; elle enveloppa d'une haine formidable ceux qui l'avaient possédée. Elle les nommait tous, livrant leur nom à la malignité publique, sachant les dégâts que ses aveux causeraient.

Elle avait pris pour se faire soigner une ancienne laveuse, bossue et borgne, que tous craignaient pour sa méchante langue.

Noëlie lui disait :

« Noëlie, les hommes mariés du pays ont été mes amants ; tu peux le répéter, va, c'est la vérité. »

« Il ne faut pas le dire, conseillait l'ancienne laveuse. »

« Mais un camarade dit qu'il faut y mettre la grève générale, ça réclame pourtant le camarade Perquet, après avoir précisé que depuis sept années c'est toujours 27 0/0 de la recette qui constitue le salaire du chauffeur, alors que cette recette a diminué dans la proportion où a augmenté le nombre des voitures. Et à ce tableau, déjà sombre, Alazard ajouta une ombre nouvelle en soulignant que depuis cinq mois le prix du benzol, qui reste à la charge du chauffeur, a été augmenté de 7 0/0 par les truistes d'office carburant. »

C'est aussi pour la grève générale que se prononcèrent Alazard.

« Comment allons-nous nous défendre ? dit Moussard. »

« Par la grève ! répondit la salle. Mais un camarade dit qu'il faut y mettre la grève générale, ça réclame pourtant le camarade Perquet, après avoir précisé que depuis sept années c'est toujours 27 0/0 de la recette qui constitue le salaire du chauffeur, alors que cette recette a diminué dans la proportion où a augmenté le nombre des voitures. Et à ce tableau, déjà sombre, Alazard ajouta une ombre nouvelle en soulignant que depuis cinq mois le prix du benzol, qui reste à la charge du chauffeur, a été augmenté de 7 0/0 par les truistes d'office carburant. »

re en la faisant boire. Alors la malade s'emporta.

« Je dirai un nom tous les jours... crie-t-elle, et je ne mourrai pas avant de l'avoir tous dénoncés ! Je veux qu'on le sache... » Ecoutez :

Bien, le pharmacien, je l'ai vu six mois... Et elle expliquait des particularités de ses manies que seules les épouses pouvaient connaître.

La bossue racontait cela à la fontaine, et le soir-même la femme du pharmacien connaissait l'histoire.

Dès lors, les hommes se montrèrent inquiets. On guettaait la borgne, sans en avoir l'air, pour savoir quelque chose.

Elle nommait Tavan, le tapissier, ajoutait des commentaires qui donnaient de l'authenticité à ses dires. La femme du tapissier l'apprenait, et le désordre était dans le ménage.

En huit jours la malade avait nommé la moitié du pays ; les noms se succédaient sur ses lèvres, comme se suivent les grains d'un chapélet.

La vieille bossue les répétait scrupuleusement, et elle y trouvait un malin plaisir. Elle racontait à Noëlie les scènes que cette divulgation attirait aux hommes, et la désunion qui en résultait dans les ménages.

Celle-ci se réjouissait et dépensait ses dernières forces à faire du mal. Quelques hommes plus avisés achetaient le silence de la bossue ; elle recevait les pièces blanches avec un ricanement.

Tous les jours les révélations s'éparpillaient dans la ville et une crainte vivait dans le cœur des hommes. Quelques-uns affectaient d'en rire et méritaient cette malicieuse mais par un caprice mystérieux elle conservait la plus stricte discrétion, dès que son amant était un homme marié.

Entre hommes, on parlait d'elle en clinquant des yeux ; ceux qui ne l'avaient pas vue, désiraient la connaître et faire sa conquête.

Elle tenait un commerce de chaussures. Sa boutique, très achalandée, n'était jamais vide. Le prétexte d'acheter des lacets était fort employé, pour s'entendre sur les rendez-vous.

Noëlie était d'une probité et d'une bonté sans égales. Ces deux qualités, exagérément développées, lui attiraient la sympathie des femmes.

Elle recevait les chaussures de Paris et elle savait flatter la coquetterie des clientes qui se servaient chez elle.

Tous les pieds trouvent chaussure chez moi, disait-elle, dans un rire qui découvrait de magnifiques dents blanches. Cette phrase avait le don de plaire à tout le monde ; elle faisait sourire les femmes, et elle emplissait de desirs les yeux des hommes.

La boutique fermée, on ne voyait jamais Noëlie flâner sur le pas des portes parmi les commères qui bavardaient sous le prétexte de prendre l'air. Elle prétendait que ça se cochait de bonne heure, cela était un moyen infailible pour rester toujours jeune. Et, en effet, elle ne paraissait jamais fatiguée.

Un jour, elle tomba gravement malade, sa beauté s'altéra avec une très grande rapidité. Ses superbes cheveux, qui la caressaient comme une déesse, tombèrent par poignées. Ses joues se marbrèrent et son corps se couvrit de tâches sur la peau rose. Elle ne dit rien et n'osa pas voir le médecin, qui l'avait connue belle.

Elle se refusait à tous ses amants par la même raison.

Des jours passèrent. Puis elle se mit à tousser. La toux sèche déchirait sa poitrine ; les quintes la laissaient en rage. Ses joues se creusèrent, les pommettes se rosèrent, et les yeux perdirent leur éclat. Elle consulta, et elle comprit qu'elle était perdue.

Alors, elle voulut vivre ; elle redébit l'amouruse acharnée que tous désiraient les sens toujours en éveil, elle affolait ses amants.

Elle s'altéra à bout de forces, et ne se releva plus. Elle était effrayante de maigre, et elle devint d'une cruauté excessive. Elle en voulait à tout le monde de son mal ; elle enveloppa d'une haine formidable ceux qui l'avaient possédée. Elle les nommait tous, livrant leur nom à la malignité publique, sachant les dégâts que ses aveux causeraient.

Elle avait pris pour se faire soigner une ancienne laveuse, bossue et borgne, que tous craignaient pour sa méchante langue.

Noëlie lui disait :

« Noëlie, les hommes mariés du pays ont été mes amants ; tu peux le répéter, va, c'est la vérité. »

« Il ne faut pas le dire, conseillait l'ancienne laveuse. »

« Mais un camarade dit qu'il faut y mettre la grève générale, ça réclame pourtant le camarade Perquet, après avoir précisé que depuis sept années c'est toujours 27 0/0 de la recette qui constitue le salaire du chauffeur, alors que cette recette a diminué dans la proportion où a augmenté le nombre des voitures. Et à ce tableau, déjà sombre, Alazard ajouta une ombre nouvelle en soulignant que depuis cinq mois le prix du benzol, qui reste à la charge du chauffeur, a été augmenté de 7 0/0 par les truistes d'office carburant. »

C'est aussi pour la grève générale que se prononcèrent Alazard.

« Comment allons-nous nous défendre ? dit Moussard. »

« Par la grève ! répondit la salle. Mais un camarade dit qu'il faut y mettre la grève générale, ça réclame pourtant le camarade Perquet, après avoir précisé que depuis sept années c'est toujours 27 0/0 de la recette qui constitue le salaire du chauffeur, alors que cette recette a diminué dans la proportion où a augmenté le nombre des voitures. Et à ce tableau, déjà sombre, Alazard ajouta une ombre nouvelle en soulignant que depuis cinq mois le prix du benzol, qui reste à la charge du chauffeur, a été augmenté de 7 0/0 par les truistes d'office carburant. »

C'est aussi pour la grève générale que se prononcèrent Alazard.

A travers Paris

LA GREVE ESDERS

Le Patron couvre son Directeur

LA GREVE CONTINUE

Dès neuf heures, hier matin, les ouvriers et ouvrières des ateliers Esders étaient réunis dans la salle Ferrer, Bourse du Travail. Ils nommèrent immédiatement une délégation de six membres qui se rendait près de M. Esders.

C'est à son bureau du magasin « A Saint-Joseph » que le puissant exploitateur recevait les délégués, à dix heures.

Le directeur de ses ateliers réduit vos salaires ! Il innove des règlements draconiens ! Il est brutal et grossier avec vous ! Mais, tout est pour le mieux. C'est pour cela que je l'ai fait venir de Lyon, où il a réussi à mater le personnel que l'exploite dans mon atelier de cette ville. Il continuera donc !

Tel fut le raisonnement patronal ; telle fut, dépourvue d'artifices et de rhétorique, la réponse de M. Esders.

Et il ajouta : « Mes ateliers de l'avenue Philippe-Auguste réouvriront demain matin. Si vous, grévistes, vous reprenez le travail, ce sera ma réponse. Si vous ne rentriez pas, c'en sera une tout de même. »

Formule d'un défi auquel les grévistes répondirent, quand il leur fut communiqué, vers onze heures et demie, par un cri unanime de : « Vive la grève ! »

Les Employés de Banque

La réunion de la rue du Louvre

Les employés de la Banque de France, en prévision de la discussion qui, grâce à l'intervention socialiste, va se dérouler en fin d'année, se sont réunis en assez grand nombre hier soir au Café des Négociants, en face de la Bourse du Commerce, rue du Louvre.

Il s'agissait pour eux de déterminer les revendications à présenter en ces circonstances.

Disons tout d'abord que cette assemblée agissait en dehors du Syndicat des employés de banque et sous le couvert d'un comité dit de « Défense des employés de la Banque de France ».

Sans discussion, on a peu près, les pouvoirs de ce comité, qui fonctionne depuis trois jours, furent prorogés.

Puis l'on décida que chaque service lui ferait parvenir ses revendications ; que le tout serait étudié et que celles jugées raisonnables seraient formulées auprès des dirigeants de cette « exploitation ».

On agit, on agit même un vote stipulant que les garçons de bureaux, les huissiers, ne seraient pas compris au nombre de ceux pouvant formuler des desiderata.

Et, à neuf heures cinquante, la séance était levée. Nous ne savons ce que pensent ces derniers, le menu fretin, des déterminations prises.

Disons toutefois que, parmi les employés proprement dits, certains ne se gênaient pas d'exprimer une opinion estimatoire contre ce dernier vote qu'ils estimaient avoir été escamoté.

« Pas de bâtards dans la famille, nous disaient certains. Les garçons de bureaux et huissiers ont les mêmes droits que nous. D'ailleurs, au prochain comité, ou à la prochaine réunion, nous saurons le dire. »

Serait-ce déjà la scission ?

En tous cas, le Syndicat des employés de banque est la qui veille. Il saura bien, au moment opportun, faire entendre sa voix, lorsque viendra la discussion à la tribune de la Chambre.

L'Hiver nous est venu

La Cité sous la neige

Le retour de la mauvaise saison s'est signalé hier matin par la première chute de neige que nous ayons vue à Paris.

C'est au réveil que nous avons eu cette désagréable surprise. Sur les toits, une couche blanche de quatre ou cinq centimètres s'étalait ironique et froide. Dans la rue, c'était, pour ne point nous surprendre, hélas ! le marécage boueux et glissant où s'enlisaient les piétons.

Car, malgré les changements de préfet et d'ingénieurs, la salété de nos rues persiste inimmuablement.

On avait bien mobilisé les balayeurs, embauché les auxiliaires, mais il n'en reste pas moins que l'entretien s'opère en des conditions lamentables.

Cette première chute de neige a fait une victime. M. Georges Rolier, âgé de soixante-cinq ans, demeurant 29, rue Saint-Antoine, passait, hier matin, à l'angle de la rue des Archives et de la rue Rambuteau, lorsqu'il glissa sur la neige fondue et tomba. Il s'est fracturé la jambe droite et blessé grièvement à la tête.

On l'a transporté à l'Hôtel-Dieu.

La Crue de la Seine

Prévisions optimistes... mais officielles

S'il faut en croire les renseignements fournis, hier matin, par les services techniques, la crue de la Seine s'est arrêtée... tout au moins, on affirme qu'une légère décroissance va se produire.

D'autre part, on signale une baisse sensible de l'Yonne et de la Haute-Marne. Dans le service météorologique, on nous a déclaré que la situation actuelle ne saurait inspirer aucune inquiétude ; la légère hausse constatée jusqu'ici est la conséquence prévue des pluies d'automne.

Une Bonbonne explose

Trois personnes sont brûlées

M. Emile Claret, cocher-livreux, était occupé hier matin, à onze heures, dans une chambre 15, rue du Croissant, le brut si net d'un faux mouvement, la bonbonne lui échappa et s'écrasa sur le sol.

M. Claret a été grièvement brûlé à la jambe et à la main droite. Un garçon de magasin, M. Georges Lavaquerie, a été également brûlé à la jambe et au bras gauche.

Un autre, un passant, M. Dennen, a été grièvement brûlé au visage. Il a dû être transporté à l'hôpital Lariboisière. On craint qu'il ne perde la vue.

On joue du revolver. — Dans le courant de la nuit dernière, un nommé Léon Pend a tiré trois coups de revolver sur sa maîtresse, Berthe Schneider. Celle-ci a été transportée grièvement blessée à Lariboisière.

Le meurtrier a été arrêté à son domicile, 197, rue de Crimée.

Un alerte. — Un commencement d'incendie s'étant déclaré hier, à 5 heures, dans une chambre 15, rue du Croissant, le bruit si net se répandit rapidement, et en quelques minutes, les départs, complétés de trois casernes, des pompiers arrivèrent sur les lieux. Ils reportèrent leurs opérations dans le quartier. Il y eut, heureusement, plus de peur que de mal.

Collision de taxis. — Deux taxi-autos sont entrés en collision hier après-midi, place de la Concorde, en face l'Automobile-Club.

Un voyageur a été blessé légèrement à la figure et aux mains.

Nouvelles des Départements

Lorient, 27 novembre. — Un meurtre a été commis hier soir, près de Brest, sur la route. M. Audic, âgé de 43 ans, cultivateur à Morgon, a reçu un coup de fusil lui défonçant

le crâne, tiré à bout portant par un cultivateur, le nommé Grobheil, âgé de 30 ans.

Le parquet de Lorient, prévenu télégraphiquement, se rend sur les lieux du drame. Le meurtrier est entre les mains des gendarmes.

Saint-Jean-de-Maurienne, 27 novembre. Hier soir, à 7 heures 28, au passage du train express n° 628 Turin-Paris, près de Saint-Jean-de-Maurienne, aux Chaudannes, un coup de feu a été tiré sur le train.

Denain, 27 novembre. La nuit dernière, fureur de ce que son propriétaire, M. Léopold Segard, voulait lui interdire de jouer de l'accordeon, un ouvrier allemand, nommé Auguste Legend, âgé de 47 ans. L'assemblée d'un coup de manche de pioche, puis l'a achevé d'un coup de couteau au cœur.

L'assassin s'est enfui avant que les voisins aient pu intervenir.

ETRANGER

Bruxelles, 26 novembre. — Les journaux annoncent que le typhus régnait à l'état épidémique dans le quartier Saint-Pierre ; plusieurs décès se seraient déjà produits. Un grand nombre de soldats sont atteints.

New-York, 27 novembre. — Une dépêche parvenue par le câble sans fil du vapeur échoué Prinz Joachim, annonce que trois canots contenant chacun trois hommes avaient été engagés pour recueillir la caravane jetée à la mer. Les trois canots saisis et multipliant une caisse contenant des explosifs.

Ignorant le contenu de la caisse, les équipages des trois canots se querellèrent avant d'être saisis par les autorités. Dans la lutte, une explosion se produisit et tous les hommes et les trois canots furent déchiétés.

Les Evénements de Charleville

CONTRE UNE PROCEDURE IRRÉGULIERE

Le citoyen Francis de Pressensé, président de la Ligue des Droits de l'Homme, vient d'adresser la lettre suivante à M. le Gardé des Sceaux :

Le 23 novembre 1911.

Monsieur le Gardé des Sceaux, J'ai dû récemment attirer votre attention sur les irrégularités graves de la procédure suivie par le parquet de Charleville au cours de l'affaire Sauvage et, en particulier sur ce fait que la feuille de renseignements sur Sauvage aurait été signée par le procureur de la République et non, comme il le fallait, par le maire de Montmédy, celui-ci, semblait-il, n'étant pas persona grata auprès des autorités administratives et judiciaires de la région. Il est choquant pour le bon sens et contraire à toute justice qu'un magistrat puisse s'adresser à lui-même des renseignements qui servent ensuite à l'accusation, en se substituant à l'autorité régulière du maire.

Notre collègue Dozy vous a posé à ce sujet une question à laquelle vous avez répondu comme suit :

« Il est exact qu'au cours des poursuites exercées à Charleville, dans une affaire de violation de domicile, le procureur de la République a signé la feuille de renseignements. »

Vous reconnaissez donc l'exactitude du fait. Je suis certain que vous n'hésitez pas à prendre les mesures nécessaires, d'autant plus que cette faute grave du parquet de Charleville n'est pas isolée et que les pratiques les plus abusives y semblent de règle. Veuillez agréer, etc.

Le président : Francis de Pressensé.

ASSURANCE OUVRIERE

CONTRE L'INCENDIE

Siège Social : 38, Rue Notre-Dame-de-Nazareth, PARIS (3<sup>e</sup> Arr.)

CAPITAUX ASSURÉS : 60.000.000 de francs | GARANTIES ET RESERVES : 250.000 francs

L'ASSURANCE OUVRIERE contre l'incendie, fondée à Nantes en 1900, étendue à toute la France en 1905, a transféré son siège social à Paris en 1909.

Elle a actuellement plus de 150 agences en province. Administrée et contrôlée par des délégués de Syndicats et de Sociétés Coopératives, L'ASSURANCE OUVRIERE est la seule appartenant au prolétariat organisé et ses bénéfices sont réservés à la création et au développement d'œuvres sociales.

Pour tous renseignements, s'adresser au siège social :

38, RUE NOTRE-DAME-DE-NAZARETH A PARIS

A ROMILLY-SUR-SEINE

Odieux Verdict de Classe

La réponse de la classe ouvrière organisée

Nous annonçons mercredi dernier que six militants poursuivis par le procureur de Lorient, pour outrages à magistrat de l'ordre administratif, avaient comparu le vendredi précédent devant le tribunal correctionnel de Nogent-sur-Seine et que de Favis unanime de tout l'auditoire, un acquittement s'imposait.

On ne pouvait croire, en effet, que trois juges pouvaient condamner après le réquisitoire du procureur de la République, ce dernier abandonnant moralement l'accusation et les poursuites ridicules-entendues contre des militants coupables seulement de défendre honnêtement leurs convictions politiques.

Il faut compter avec la haine de classe qui dicte seule le verdict de nos châtiments. Vendredi dernier, nos six amis s'enfuyaient condamner respectivement à 30 fr., 25 fr. et les quatre autres 16 fr. d'amende. C'est bien là le verdict de classe dans toute sa hideur !

Selon que les accusés militent peu ou beaucoup pour un même délit — qu'ils n'ont d'ailleurs pas commis — on frappe légèrement ou fort.

A cet imbécile délit la classe ouvrière organisée n'a pas tardé à répondre. Aujourd'hui des élections provinciales ont eu lieu pour la première fois, le patron romilloyen avait osé opposer aux candidats des divers syndicats des « jaunes », traités à leurs frères de travail et soutenus par le journal local inspiré par le maire Lejeune, son état-major réactionnaire.

Malgré une pression scandaleuse, les « jaunes » s'effondrèrent lamentablement et pour la section de l'industrie, les six travailleurs syndiqués furent élus.

C'est une victoire qui laisse bien augurer de la prochaine bataille électorale. — J. VITTEMIN.

HABILLEZ-VOUS

DE CONFIANCE

AUX TRAVAILLEURS

45 et 47, boulevard Voltaire.

COSTUME POUR DAME

on belle serge noire, marine ou taite mode, façon tailleur, sur mesure, deux essayages. Depuis 39'

MANTEAU en drap bleu soie et garni passementerie, long 1<sup>er</sup> 30, sur mesure 69'

JOLI PALETOT drap noir décati, orné velours et soutache, long 1<sup>er</sup> 30, tout fait sur mesure 29'

MAGASINS OUVERTS LE DIMANCHE

PETITE CORRESPONDANCE

La Rampe Sociale. — Convocation parvenue lundi seulement.

Jean Made. — Si l'aveugle peut signer le sous-seing privé est valable, mais il vaudrait mieux faire signer à côté de lui des témoins certifiant qu'il a bien signé.

LES CHAUFFEURS

VOTENT

LA GREVE

A l'unanimité, peut-on dire, les chauffeurs de taxi-automobiles ont voté la grève hier soir. C'est la lutte à outrance contre les Compagnies pour obtenir le 33,00 de la recette, c'est la bataille qui se continue contre l'administration municipale qui a frappé si lourdement ces intéressants travailleurs en taxant le benzol, leur outil de travail.

Les Compagnies d'auto-fiacres ont opposé un silence désagréable aux revendications des chauffeurs qu'elles exploitent.

Ceux-ci ne pouvaient donc manquer de venir nombreux à la réunion organisée hier soir par leur Syndicat à la Bourse du Travail. La salle Ferrer, devenue trop petite pour contenir la nombreuse affluente, il fallut ouvrir les portes de la salle des Grèves, bientôt remplie à son tour.

La situation est devenue intenable, démontrèrent les orateurs.

Contrairement à jet contenu, surtaxe sur le benzol, l'immuable apprentis faits par les Compagnies, dispartant aux vieux chauffeurs, sur le taxi parisien, des clients qui se font rares, constatés par l'ensemble de faits qui ne permettent plus aux chauffeurs de tirer un grain suffisant pour vivre, même de journées de quinze heures au volant.

Comment allons-nous nous défendre ? dit Moussard.

« Par la grève ! répondit la salle. Mais un camarade dit qu'il faut y mettre la grève générale, ça réclame pourtant le camarade Perquet, après avoir précisé que depuis sept années c'est toujours 27 0/0 de la recette qui constitue le salaire du chauffeur, alors que cette recette a diminué dans la proportion où a augmenté le nombre des voitures. Et à ce tableau, déjà sombre, Alazard ajouta une ombre nouvelle en soulignant que depuis cinq mois le prix du benzol, qui reste à la charge du chauffeur, a été augmenté de 7 0/0 par les truistes d'office carburant. »

C'est aussi pour la grève générale que se prononcèrent Alazard.

« Comment allons-nous nous défendre ? dit Moussard. »

« Par la grève ! répondit la salle. Mais un camarade dit qu'il faut y mettre la grève générale, ça réclame pourtant le camarade Perquet, après avoir précisé que depuis sept années c'est toujours 27 0/0 de la recette qui constitue le salaire du chauffeur, alors que cette recette a diminué dans la proportion où a augmenté le nombre des voitures. Et à ce tableau, déjà sombre, Alazard ajouta une ombre nouvelle en soulignant que depuis cinq mois le prix du benzol, qui reste à la charge du chauffeur, a été augmenté de 7 0/0 par les truistes d'office carburant. »

Nous ferons grève, dit un autre orateur, pour obtenir 33 % ; mais qui nous garantit que 8 jours après, on ne nous fera pas payer le benzol plus cher ? La solution, ce camarade la voit dans la fourniture du carburant par les Compagnies, au même titre que la voiture.

Flanquette termine la séance, déjà longue, des interventions à la tribune : « Pas de faux départ, dit-il ; comptez sur vous plus que sur les autres si vous décidez la grève. Votre conseil syndical vous la propose. Vous vous prononcerez. Mais sachez bien que même les 33 % n'assureront pas notre situation. Il y aurait une solution dans la limitation du nombre des voitures, ce qui éliminerait aux piétons, mais le conseil par les apprent

